



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

Arrêté n° DCPAT 2023-0228 du 23 NOV. 2023

Objet : Actualisation des prescriptions concernant les garanties financières de l'établissement

société BUTAGAZ à Arnage
2023-263_AUTO_Butagaz - Arnage_AP

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.516-1 à L. 516-2 et R.516-1 à R.516-6, ainsi que l'article R.181-45 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07.2922 du 13 juin 2007 autorisant la société BUTAGAZ à exploiter un dépôt de GPL, situé Route de Mulsanne, sur le territoire de la commune d'Arnage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.5977 du 19 novembre 2010 imposant des mesures complémentaires à la société BUTAGAZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012032-0062 du 1^{er} février 2012 de changement d'exploitant, au profit de la société par actions simplifiées BUTAGAZ TRANSITION ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2019-0264 du 8 novembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2020-0254 du 20 octobre 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2022-0037 du 23 février 2022 ;

VU l'avis publié au journal officiel de la République française n°294 du 20 décembre 2014 relatif au changement de base de calcul des indices et index du bâtiment et des travaux publics ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 janvier 2023, référencé 2023-015_AUTO_BUTAGAZ ARNAGE_LETPREF ;

VU le courrier de la préfecture en date du 27 février 2023 ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 13 mars 2023 ;

VU les éléments transmis par voie électronique le 14 avril 2023 ;

VU le rapport établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 04 juillet 2023 et référencé 2023-262_AUTO_Butagaz – Arnage_RAP ;

CONSIDÉRANT que la société BUTAGAZ exploite sur la commune d'Arnage un site SEVESO seuil haut relevant de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est soumis à la constitution de garanties financières dans le cadre des dispositions de l'article R.516-1 3° du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces garanties financières sont reprises à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2012032-0062 du 1er février 2012 relatives à l'autorisation de changement d'exploitant du dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfié d'Arnage, ainsi qu'à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT2019-0264 du 08 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le montant initial des garanties financières a été calculé pour un montant de 214 000 €, avec un indice TP01 de référence égal à 641,3 (mars 2010), soit 98,14 en considérant le raccordement avec les séries actuelles (coefficient de raccordement égal à 6,5345) ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de l'actualisation des garanties financières l'exploitant a transmis un acte de cautionnement en date du 13 octobre 2022 et qu'il a par la suite été demandé des précisions sur le calcul de ce montant par la préfecture de la Sarthe par courrier en date du 27 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que suite à sa réponse datée du 13 mars 2023, il a été demandé à l'exploitant de nouvelles précisions sur le calcul du montant, ce qui a permis de mettre en évidence des incohérences sur la prise en compte de l'indice TP01, ainsi que la prise en compte par l'exploitant de l'augmentation de la TVA intervenue depuis l'arrêté préfectoral initial ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de préciser le montant de référence des garanties financières de l'exploitant en référence à l'indice TP01, ainsi que de modifier les modalités de calcul afin de prendre en compte la TVA dans l'actualisation ;

CONSIDÉRANT que pour plus de clarté il convient de réunir les dispositions applicables aux garanties financières mentionnées dans l'arrêté préfectoral n°2012032-0062 du 1er février 2012 et dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT2019-0264 du 08 novembre 2019 dans un unique texte ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement afin d'actualiser les dispositions relatives aux garanties financières applicables à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 1 septembre 2023 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la Préfecture de Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire

La société BUTAGAZ, dont le siège social est sis 47-53 rue Raspail - 92 954 Levallois-Perret, ci-après dénommé l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités du dépôt de gaz de pétrole liquéfié, au sein de son établissement localisé sur le territoire de la commune d'Arnage, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables à ces installations, et sous réserve de respecter les dispositions complémentaires du présent arrêté et de ses annexes.

Article 2 : Dispositions abrogées

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2012032-0062 du 1er février 2012 relatives à l'autorisation de changement d'exploitant du dépôt de gaz de pétrole liquéfié (GPL) d'Arnage est abrogé et remplacé par les dispositions annexées au présent arrêté préfectoral.

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT2019-0264 du 08 novembre 2019 est abrogé et remplacé par les dispositions annexées au présent arrêté préfectoral.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, les dispositions prévues à l'article R.181-44 du code de l'environnement sont mises en œuvre :

- Une copie du présent arrêté (hors annexe II) : informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées) est déposée à la mairie d'Arnage et peut y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté (hors annexe II : informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées) est affiché à la mairie d'Arnage, visible de l'extérieur, **pendant une durée minimale d'un mois** ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
- L'arrêté (hors annexe II : informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées) est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant **une durée minimale de quatre mois**.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Le présent arrêté comporte une annexe confidentielle (annexe n°II).

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, **dans un délai de deux mois** qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, **dans un délai de quatre mois** à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département, **dans un délai de quinze jours à compter de son adoption**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de la Sarthe, la maire d'Arnage, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Éric ZABOURAEFF